

# Une reprise tirée par la demande intérieure

**La reprise française est nette en 2004, stimulée par un environnement international porteur. La croissance (+ 2,3 %) est soutenue par une demande intérieure dynamique. Les exportations progressent moins que les importations. L'emploi augmente faiblement. Le pouvoir d'achat des ménages progresse de 1,4 %.**

Portée par le dynamisme de l'économie américaine et l'expansion de nombreux pays émergents, l'activité mondiale enregistre en 2004 une croissance record depuis 20 ans (environ + 4,5 %). L'environnement international très stimulant bénéficie à toutes les grandes zones du monde, mais dans une moindre mesure à la zone euro. En France, l'activité économique repart en 2004, grâce à la croissance de la demande intérieure. Notre pays enregistre ainsi un taux de croissance supérieur à celui de la zone euro : + 2,3 % contre + 1,8 %. Toutefois une césure s'est produite en milieu d'année. Alors que le 1<sup>er</sup> semestre se rattache à la phase de franc rebond entamée mi-2003, le 2<sup>e</sup> semestre témoigne, à travers une évolution heurtée, du passage à une croissance moins robuste.

### Investissements en hausse

Dans un environnement international porteur, les exportations françaises progressent de 3,1 % en volume en 2004. Ce dynamisme est toutefois nettement inférieur à celui des importations (+ 6,9 %). La détérioration du solde des échanges extérieurs est imputable à l'ensemble des produits manufacturés, aux produits pétroliers, aux services financiers et au tourisme.

### Le retour de la croissance fait bondir les importations

*Évolutions annuelles moyennes en % des ressources et emplois de biens et services France (en volume - prix de l'année précédente chaînés - base 2000)*

	2002	2003	2004
Produit intérieur brut (PIB)	+ 1,2	+ 0,8	+ 2,3
Importations	+ 1,7	+ 0,7	+ 6,9
Dépenses de consommation des ménages	+ 2,2	+ 1,4	+ 2,0
Formation Brute de Capital Fixe	- 1,7	+ 2,7	+ 2,5
dont entreprises	- 2,9	+ 0,1	+ 2,8
ménages	+ 1,2	+ 3,9	+ 3,1
Exportations	+ 1,5	- 1,7	+ 3,1

Source : INSEE - Comptes Nationaux.

L'énergie à elle seule explique 44 % de la dégradation du solde. Avec l'appréciation de l'euro face au dollar, les entreprises exportatrices françaises perdent en compétitivité.

L'investissement des entreprises repart à la hausse en 2004, favorisé par l'augmentation de la demande et des conditions de financement avantageuses. La bonne orientation des perspectives de développement se confirme. L'investissement en biens d'équipement et en automobile se redresse nettement. Il en va de même pour le bâtiment.

### Consommation dynamique

La consommation des ménages s'accroît nettement en 2004 (+ 2,1 %), avec un pouvoir d'achat des revenus qui ne progresse pourtant que de 1,4 %. Le taux d'épargne recule de 0,5 point. La consommation des ménages bénéficie de la reprise des achats d'automobiles et de la vive croissance des achats de biens de nouvelles technologies, de services de transport et de services financiers.

En décembre 2004, l'inflation en France s'établit à 2,1 % en glissement annuel (contre 2,2 % en décembre 2003). Au second semestre, l'envolée du prix du pétrole

et des matières premières industrielles a des effets sur la hausse des prix à la consommation pour les ménages, en partie amortis par l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar.

### Faible progression de l'emploi

Cette reprise ne s'accompagne pas d'une hausse significative de l'emploi : moins de 20 000 postes sont créés en 2004. L'emploi salarié du secteur concurrentiel non agricole progresse un peu, après une contraction en 2003. L'emploi salarié dans le secteur non marchand diminue même légèrement sous l'effet de cessations de certaines politiques spécifiques de l'emploi. Le taux de chômage n'amorce pas de repli en 2004 et reste stable à 10 % sur toute l'année.

La masse salariale progresse plus vite en 2004 (+ 2,8 %) qu'en 2003 (+ 2 %) malgré la faible croissance de l'emploi. Elle bénéficie de la revalorisation du salaire minimum et sa hausse est particulièrement accentuée dans la construction. La masse des rémunérations progresse de façon équivalente dans le secteur privé (+ 2,8 %) et les administrations (+ 2,9 %). Plus encore qu'en 2003, la hausse de la masse salariale des administrations est marquée dans les collectivités locales et les hôpitaux. Le revenu des entrepreneurs individuels progresse de 3,8 % après 2,6 % en 2003.

Jacques Le Corre, (INSEE).

D'après :

- Les comptes de la Nation en 2004 : une reprise tirée par la demande - INSEE Première n° 1017 - mai 2005.

- Note de conjoncture - INSEE CONJONCTURE - mars 2005.